



Actualité nationale

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

1. En date du 29 juillet 2014, l'Organisation « Amnesty International » vient de sortir un document intitulé « Burundi- le verrouillage, lorsque l'espace politique se rétrécit ».

A travers ce document, cette organisation affirme « qu'à l'approche des élections de 2015, elle note une recrudescence des violations des droits de la personne à la liberté d'association et de rassemblement non violent et notamment des cas de harcèlement et d'intimidation par le Gouvernement d'individus critiques à son égard ». Le document conclue par une série de recommandations tendancieuses et partisans particulièrement adressées au Gouvernement du Burundi.

2. Le Gouvernement voudrait à cet effet faire remarquer qu'il n'est pas surpris par pareille prise de position de la part de cette Organisation surtout à la veille des élections ou au lendemain de celles-ci car elles ne sont pas nouvelles et probablement pas les dernières.

3. Il ya lieu de rappeler à cet effet le document intitulé « Un pas en arrière »- Tortures et autres mauvais traitements aux mains du Service de Renseignement Burundais » publié par cette Organisation en date du 23 août 2010(juste au lendemain des élections) et à travers lequel l'Ong s'en prenait violem-

ment aux services de sécurité burundaises, qui pourtant venaient de sécuriser avec brio tout le processus électoral et ce, à la grande satisfaction de la Communauté Internationale. Ce document tout comme celui qui vient de sortir, a été publié sans que l'Organisation ait rencontré un seul officiel du gouvernement, alors que sur sa demande, un rendez-vous avait été fixé avec le Porte Parole de ce dernier, pour s'entretenir sur les questions sécuritaires et en rapport avec les droits humains.

4. Il y a lieu de s'interroger sur les raisons de cette stratégie de contourner l'information officielle, et surtout les mobiles exacts de cet acharnement sur les institutions légitimement mises en place par le peuple à travers des élections reconnues et appréciées par toute la communauté internationale.

5. Le Gouvernement note avec regret une prise de position tendancieuse sur le plan politique et social de cette Organisation en faveur des individus en conflit avec la loi ou en faveur des groupes d'intérêts politiques et autres, qui des fois se réclament de la société civile.

Il s'agit d'une position qui ne peut qu'encourager les dérapages et l'intolérance qu'on observe entre groupes politiques, et ce à la veille

Sommaire:

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL 1

La population de Ngozi autour du Chef de l'Etat dans les travaux communautaires 3

Lancement de la semaine de la diaspora Burundaise 3

Remise et reprise au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale 4

Les Etas Unis d'Amérique assistent le Burundi dans la préparation des élections de 2015 5

L'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique remet un don d'équipements à la Marine burundaise 6

Appel aux Burundais à participer à la journée dédiée à la commune 7

Pas de milices burundaises en formation au Burundi

Discours de S.E le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale à l'occasion de la descente à Teza dans le cadre des activités de la semaine de la Diaspora, Bugarama, le 31 juillet 2014 10

d'un événement aussi important que les élections dont les échéances approchent.

6. Le Gouvernement demande à Amnesty International de faire appel à plus de sens de responsabilité et l'invite à faire autant à l'endroit de ses partenaires privilégiés des milieux politiques ou de la Société civile qui apparemment constituent ses traditionnelles sources d'allégations erronées qui dominent ses rapports périodiques sur le Burundi. Cela donnera à l'organisation plus de crédibilité.

7. Par ailleurs, le Gouvernement dénonce les contradictions flagrantes dans les recommandations que cette Organisation formule, quand elles demandent au Gouvernement de mettre fin à l'impunité tout en lui exigeant la libération sans condition des individus ayant des dossiers judiciaires en cours. Un appel solennel donc lancé au gouvernement à s'ingérer dans les affaires en justice, uniquement dans l'intérêt des organisations ou des personnes ayant des affinités profondes avec l'Organisation.

8. Face à ces nouvelles allégations mensongères et tendancieuses et dont l'objectif principal n'est autre que de ternir l'image du pays et de ses institutions, le Gouvernement du Burundi oppose un démenti et une condamnation ferme, car elles visent à en-

venimer le climat électoral et perturber la sérénité au sein de l'opinion.

9. Le Gouvernement du Burundi reste préoccupé par la question des droits de l'homme en général et des libertés publiques en particulier. Les libertés d'expression et d'association sont largement garantis dans ce pays mais les lois en vigueur doivent être respectées, en témoigne le nombre excessivement élevé de médias privés (environ une cinquantaine), des Associations de la société civile (autour de cinq mille), le nombre de partis politique (plus d'une quarantaine) pour un pays de la taille du Burundi, ce qu'on trouve rarement dans d'autres pays. Ne pas le reconnaître relève de la pure mauvaise foi.

10. Toutefois le Gouvernement, en tant que garant de l'Etat de droit ne saurait tolérer le désordre causé par ceux-là qui prétendent faire valoir leurs droits. Il s'agit d'un principe applicable et appliqué tant au Burundi que partout ailleurs.

11. La globalisation n'étant plus de mise, le Gouvernement rappelle que chacun doit répondre de ses actes et que la responsabilité pénale reste individuelle, et par conséquent il invite la justice à ne céder à la pression de qui que ce soit pour juger en toute sérénité et équité toute personne qui se sera rendu coupable de la violation de la loi.

12. Pendant cette période pré-électorale, le Gouvernement invite la population à rester sereine, à ne

pas se laisser distraire par les différentes opinions qui circulent et auxquelles heureusement elle est habituée dans pareils moments.

13. Aux partis politiques le Gouvernement demande d'exercer librement leurs droits dans le respect de la loi, à afficher une tolérance les uns envers les autres et à se garder des actes de provocation ou de violence.

14. A la Communauté Internationale, le Gouvernement réitère son engagement à assurer des élections libres, transparentes et apaisées, et lui demande de les accompagner en disponibilisant à temps les moyens promis ainsi qu'en suivant de près le processus, avant, pendant et après tous les scrutins.

Fait à Bujumbura, le 30 juillet
2014

LE SECRETAIRE GENERAL DU
GOUVERNEMENT

ET
PORTE
PARO-
LE DU
GOU-
VERNE
MENT

Philippe
NZOBO-
NARIBA

Les membres de la diaspora ont échangé avec le chef de l'Etat Burundais

En marge des travaux de la semaine dédiée à la diaspora, les Burundais vivant à l'extérieur du pays ont été reçus par le chef de l'Etat Burundais Pierre Nkurunziza. Les membres de la diaspora se sont

déclarés satisfaits de la collaboration qui caractérise leur association et le gouvernement. Ils se sont en outre engagés à s'investir dans le développement du pays. Le chef de

l'Etat s'est réjoui de cette ouverture de la diaspora vers leur pays natal, un signe de patriotisme qui va renforcer la cohésion et le développement.

La population de Ngozi autour du Chef de l'Etat dans les travaux communautaires

Le Chef de l'Etat Burundais, Son Excellence Pierre Nkurunziza, s'est joint samedi le 26 juillet 2014 à la population des communes Ngozi et Mwumba de la province Ngozi (nord), pour y effectuer des travaux de développement communautaire. En commune Ngozi, le Chef de l'Etat a participé au bétonnage des gradins du stade « Kugasaka ka Inarunyonga », situé tout près du bureau provincial. Dans le cadre « d'internationalisation des élèves », des étudiants hollandais qui sont dans un « stage d'imprégnation sociale internationale » avaient répondu présent dans ces travaux. Ces étudiants avaient installés une école d'informatique de gestion en commune Busiga, équipée de matériels informatiques, et contribuent à la formation des élèves burundais. Pendant les vacan-

ces, ces étudiants hollandais de moins de 20 ans cherchent de petits boulots et font la mise en commun de l'argent afin de réaliser ledit projet à Busiga. Chaque année leur école envoie une équipe pour former leurs collègues burundais. Cette année, ils étaient au nombre de 20. Sur ces travaux, il y avait également une équipe d'une chorale formée des membres d'une vingtaine de pays venus au Burundi dans un festival d'évangélisation. Le Président Nkurunziza s'est ensuite rendu dans sa commune natale de Mwumba où la population locale est en train de se construire un bureau communal en étage, au chef lieu de la commune et dont le coût est estimé à plus de 200 millions de francs burundais.

Lancement de la semaine de la diaspora Burundaise

Le premier vice président de la République Prosper Bazombanza a lancé le 28 juillet 2014 ; la semaine dédiée à la diaspora Burundaise. D'emblée il s'est réjoui de la prise de conscience des Burundais vivant à l'extérieur du pays en vue de participer au développement du pays. Le slogan de cette semaine est ainsi formulé : « la diaspora Burundaise doit devenir le cheval de bataille de l'investissement au Burundi ». Au delà des mots, les autorités du Burundi ont constaté

que les Burundais vivant à l'étranger veulent échanger sur les possibilités d'investir au Burundi en passant par l'Agence de Promotion des Investissements (API). Le représentant de la Diaspora a néanmoins demandé à ce que la Banque centrale revoie les conditions d'envoi de l'argent à partir de l'extérieur, le système actuel est jugé trop coûteux pour les expéditeurs.

Le sénat adopte le projet de loi portant création de la cour spéciale des terres

Le sénat Burundais vient d'adopter le projet de loi portant mission, composition, organisation de la cour spéciale des terres au Burundi. Le projet de loi a été présenté devant les sénateurs par le ministre de la justice et garde des sceaux Pascal Barandagije. Désormais les litiges fonciers

seront statué par une cour mise en place à cet effet, le travail de la Commission Nationale des Terres et autres Biens (CNTB) sera facilité par la mise en place de cette cour.

L'Assemblée nationale adopte le budget de l'Etat révisé

Les députés ont adopté le 30 juillet 2014 le budget général de l'Etat révisé. Il s'élève à un peu plus de 1400 milliards de Francs Burundais, soit une augmentation de près de 3%. Le vote de ce projet de loi s'est déroulé en l'absence des députés des partis Uprona et Frodebu Nyakuri. Le député Jean Minanai du Frodebu Nyakuri a indiqué à la presse qu'il n'a pas participé au vote du fait que les inté-

rêts de la population n'ont pas été tenus en considération. Selon lui, ce budget révisé copte en grande partie sur les nouvelles taxes imposées à la population. Ce n'est pas l'avis du ministre des finances Tabu Abdallah Manirakiza, qui estime que la pauvreté a largement diminué à cause de certaines gratuités notamment la gratuité des soins pour certaines catégories de la population.

Caritas Burundi accepte de donner de l'emploi aux victimes des inondations

Après trois semaines de sit in devant les bureaux de l'Ombudsman, une lueur d'espoir se dessine à l'horizon pour les victimes des inondations de février 2014 dans les quartiers du nord de Bujumbura. Cela ressort d'un entretien que l'Ombudsman Burundais Mohamed Rukara a eu avec le Secrétaire général de Ced Caritas Burundi. En effet cet organisme accepte de donner de l'emploi à 300 personnes parmi ces

victimes en préparant des pépinières pour le reboisement des collines qui surplombent la ville de Bujumbura. Chaque personne aura droit à 5000 Francs Burundais, mais devra percevoir quotidiennement 3000 FBU, les 2000 FBU devant être conservés pour leur projet d'avenir. Le ministère en charge de la solidarité nationale a quant à lui accepté de donner 5 tonnes de riz pour les aider à vivre.

Remise et reprise au Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale

Ce lundi 28 juillet 2014 à partir de 16h45, ont lieu au Cabinet du Ministre, les cérémonies de remise et reprise entre le Secrétaire Permanent sortant (ambassadeur Albert SHINGIRO) et le Secrétaire Permanent entrant (ambassadeur Salvator NTACOBAMAZE) d'une part, et l'Assistant du Ministre sortant (représenté par la Directrice Générale de l'Inspection diplomatique, de la diaspora et de la Communication ambassadeur Salomé NDAYISABA) et l'assistant du Ministre entrant (Maître Thomas BARANKITSE).

Le Ministre Laurent KAVAKURE qui présidait les cérémonies a commencé par parler brièvement du parcours professionnel du nouveau Secrétaire Permanent pour faire remarquer que c'est « quelqu'un de la maison » pour avoir travaillé dans différentes missions diplomatiques à Dar es salaam, Kampala et Nairobi. Il a rappelé que l'ambassadeur NTACOBAMAZE a servi la République en hautes sphères en tant que Chef du Protocole d'Etat et Ministre de l'Intérieur. Il lui a souhaité la bienvenue et plein succès dans ses nouvelles responsabilités.

Parlant du nouvel Assistant du Ministre, le Ministre KAVAKURE a souligné que c'est une personnalité qui a évolué dans le jargon juridique avec une parenthèse de cinq ans à l'ambassade du Burundi en Belgique comme attaché juridique. Il est revenu sur l'épreuve que vient de connaître le nouvel Assistant du Ministre avec le trépas de son épouse. Il lui a souhaité de se remettre rapidement de cette épreuve pour donner le meilleur de lui-même au Ministère.

Le Ministre KAVAKURE a félicité l'ambassadeur Albert SHINGIRO pour sa promotion en tant que nouveau Représentant Permanent du Burundi auprès de l'ONU à New York. Il a salué son dynamisme, son esprit d'abnégation et le dévouement dont il a fait montre durant le temps qu'il vient de passer au Ministère en tant que Secrétaire Permanent.

Le Ministre KAVAKURE a déclaré que le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale est un ministère qui fonctionne à sa grande satisfaction et à

celle des plus hautes autorités de la République. Il a exhorté ses collaborateurs à donner chacun le meilleur de lui-même pour le succès des actions entreprises, pour la visibilité du Ministère et pour l'image et les intérêts du pays et du peuple burundais. Il a rappelé que les cérémonies de remise reprise ont lieu au moment où le Ministère organise la semaine dédiée à la diaspora. Il a souligné que cet événement, de même que ceux de la semaine diplomatique et des Journées Portes Ouvertes constituent des réussites retentissantes du Ministère. Il a souhaité que dans le budget de 2015 ce genre d'événements soit mentionné et financé en partie par le Gouvernement.

Le Ministre KAVAKURE a rappelé que le Ministère dispose d'un plan d'actions avec un suivi régulier. Il s'est félicité du classement en deuxième position par la Présidence de la République en tant que Ministère performant. Il a souhaité que le Ministère puisse gagner la première place ou du moins qu'il ne régresse jamais ! Il a invité alors le Secrétaire Permanent à présenter les dossiers et le bureau au nouveau Secrétaire Permanent. Il en était de même pour l'Assistant du Ministre entrant avec le D.G qui assurait l'intérim.

Le Secrétaire Permanent sortant et celui entrant ont prononcé de courtes allocutions pour remercier le Ministre KAVAKURE et le Gouvernement pour la confiance placées en eux. Ils ont promis de ne ménager aucun effort pour favoriser le succès des actions et initiatives du Ministère. L'Assistant du Ministre entrant a sollicité l'appui de tous les proches collaborateurs pour relever les défis liés à ses nouvelles responsabilités.

Après ces cérémonies, le Ministre KAVAKURE a invité les nouveaux collaborateurs à démarrer officiellement leur mission et à se joindre aux invités pour la soirée culturelle organisée à l'Institut Français de Bujumbura en honneur des Burundais de l'étranger.

Les Etats Unis d'Amérique assistent le Burundi dans la préparation des élections de 2015

Le mardi 29 juillet 2014, le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale et l'Ambassadeur des Etats-Unis au Burundi Madame Dawn Liberi ont procédé à la signature d'un accord d'assistance portant sur un appui des Etats Unis d'Amérique à la gouvernance juste et démocratique. L'assistance équivaut à trois millions quatre cent soixante-dix-huit mille dollars américains (**3,478,000 US \$**).

Dans son mot de circonstance, le Ministre KAVAKURE a précisé que cet apport revêt un cachet spécial et arrive à un point nommé car il vient couvrir des aspects intimement liés aux élections de 2015. Il a précisé que ce montant est destiné à couvrir trois domaines principaux d'intervention à savoir :

La compétition politique et la recherche de consensus (ce domaine comprend de manière spécifique l'assis-

tance technique à la CE-NI en vue d'améliorer la gestion des élections et accroître la transparence) ;

Le soutien aux organisations de la société civile (y compris les médias en vue de mener des campagnes d'éducation civique pour les jeunes, et la couverture du processus électoral et le développement des programmes novateurs autour des élections).

La prévention de conflits et la réconciliation en vue de réduire les risques de conflits avant la tenue des élections.

Le Ministre KAVAKURE a remercié le Gouvernement des Etats Unis d'Amérique pour cet appui et a exhorté l'Ambassadeur Liberi (qui est témoin des efforts que le

Gouvernement déploie pour mener à bon port ce processus électoral) à plaider pour l'accroissement de l'aide dans ce domaine. Il a saisi l'occasion pour réitérer l'appel lancé à tous les partenaires du Burundi de fournir un effort supplémentaire pour aider le gouvernement à organiser des élections libres, transparentes, pacifiques et crédibles.

De son côté, l'Ambassadeur Dawn Liberi a indiqué que pour que les élections soient un succès, il est essentiel que les efforts du Gouvernement du Burundi convergent avec ceux de ses partenaires techniques et financiers pour rendre le processus électoral de 2015 transparent et inclusif afin de répondre aux normes internationales. Elle a saisi cette opportunité pour réaffirmer le partenariat entre les USA et le Burundi.

Le ministre en charge de la communication lance le projet SOMA à Giheta

Le ministre des Télécommunications, de l'information, de la communication et des relations avec le parlement Tharcisse Nkezabahizi a lancé le 30 juillet 2014 à Giheta, les activités du projet intitulé « Société civile et Médias » SOMA en sigle, pour l'améliora-

tion de la participation de la femme aux actions de développement socioéconomiques. Le projet est financé par l'Union Européenne via le projet OSCAR de la société civile, et Panos Grands Lacs. Désormais les femmes seront davantage impliquées

dans les programmes de développement de leur environnement à travers la radio communautaire « Ijwi ry'Umukenyezi émettant depuis Giheta en province de Gitega.

La BAD accorde au Burundi un don de 22 millions de dollars américains

Vingt deux millions de dollars américains, c'est le don que la Banque Africaine de Développement BAD, vient d'accorder au Burundi. Ce financement est destiné pour le projet de construction de deux barrages hydroélectrique sur les rivières JIJ et MULEMBWE au Sud du Pays. La cons-

truction de ces barrages durera trois ans à partir d'octobre 2015. La production attendue est de 50 Mégawatt. Ce qui permettra de diminuer le déficit énergétique qui s'observe au Burundi. Le ministre des Finances Tabou Abdallah MANIRAKIZA qui a signé cet accord de ce don, apprécie

le soutien de la Banque BAD. Le représentant résident de la BAD BA ABOU a rappelé que la BAD a contribué aussi pour le financement du projet régional hydroélectrique de RUSUMO et du projet NELSAP.

Présentation du nouveau plan stratégique 2014-2017 pour la lutte contre le Sida

La ministre burundaise de la Santé publique et de la Lutte contre le Sida, Mme Sabine Ntakarutimana, a promis mercredi le 30 juillet 2014 à Bujumbura que le gouvernement burundais va poursuivre et renforcer son travail de coordination et d'encadrement dans la mise en œuvre du nouveau plan stratégique national 2014-2017 de lutte contre le Sida au Burundi. La ministre Ntakarutimana, qui procédait à l'ouverture solennelle d'un atelier de validation de ce plan, a remercié l'ONUSIDA et les partenaires techniques et financiers (PTF) d'avoir accompagné le gouvernement dans ce processus, depuis la revue du plan stratégique national 2012-2016 jusqu'à l'élaboration de ce nouveau plan. Elle a souligné que les PTF ont été aux côtés du gouvernement en parta-

geant avec celui-ci la vision de stopper les nouvelles infections et prendre efficacement en charge les personnes infectées. Les assises de ce jour, a-t-elle fait remarquer, marquent la fin d'un processus pour démarrer un autre, à savoir celui de mobiliser les ressources nécessaires pour sa mise en œuvre. Toutes les préoccupations ont été prises dans l'élaboration de ce plan, a-t-elle dit, en citant notamment la pertinence des axes et des programmes d'interventions par rapport aux exigences de réduire sensiblement les nouvelles infections et de mettre sous traitement les nouvelles orientations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Pour sa part, le secrétaire exécutif permanent du Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS), Dr Jean Rirangi-

ra, a affirmé que ce document va bientôt devenir la feuille de route de la riposte au VIH et au Sida au Burundi. Ce document de plan stratégique renferme certaines qualités, a-t-il noté, en faisant référence à l'analyse des forces, des faiblesses et des opportunités constatées au cours de la mise en œuvre de ce plan pendant une période de deux ans. La construction d'un plan qui poursuit l'objectif de l'accès universel aux services de prévention, de prise en charge globale et de réduction de l'impact est une autre qualité de ce document de plan stratégique, a-t-il ajouté. En 2014, le Burundi a enregistré autour de 3.500 nouvelles infections, a estimé M. Rirangira, citant l'ONUSIDA.

L'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique remet un don d'équipements à la Marine burundaise

21 moteurs hors bord, 21 câbles et 21 réservoirs d'une valeur d'environ 300 millions de francs burundais est un don que le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a octroyé à la force de défense nationale FDN.

Les cérémonies y relatives se sont déroulées le jeudi 31 juillet

2014 entre l'Ambassadeur des Etats Unis au Burundi et le ministre de la défense nationale et des anciens combattants Pontien GACIYUBWENGE au siège de la Marine burundaise. Ce don est un témoignage de l'engagement du gouvernement des Etats unis à appuyer la sécurité sur le Lac Tanganyika a indiqué

l'Ambassadeur des Etats Unis Dawn Liberi. Le ministre de la défense nationale a remercié vivement le gouvernement américain et a profité de l'occasion pour lui rappeler la promesse de matériel faite aux troupes burundaises en mission de maintien de la paix en République Centre Africaine.

Appel aux Burundais à participer à la journée dédiée à la commune

Le jeudi 31 juillet 2014, le ministre de l'Intérieur, Edouard NDUWIMANA a fait une déclaration relative à la journée communale. Il a lancé un appel à tous les burundais à répondre massivement aux cérémonies de la journée nationale des communes. Les cérémonies sont prévues samedi 02 Août 2014 dans toutes les communes du pays.

Comme l'a indiqué, le ministre NDUWIMANA, ce sera une occasion de permettre aux natifs de se retrouver pour évaluer le pas franchi notamment en matière de dé-

veloppement. C'est aussi une occasion pour les ressortissants des communes de s'asseoir ensemble pour évaluer les projets réalisés au cours de l'année et de remercier ceux qui se sont donnés plus que les autres, et de planifier les projets à réaliser l'année suivante pour développer leurs communes d'origine. Il a invité les leaders religieux, ceux des partis politiques et de la société civile de sensibiliser la population pour qu'elle réponde massivement à ces cérémonies.. Le ministre de l'Intérieur a signalé que les cérémonies se dérouleront

dans toutes les communes, dans les places qui seront déterminées par les administratifs.

En province de Muramvya, les préparatifs de cette fête des communes vont bon train. 29 salles de classe de l'école fondamentale, deux bureaux des directions, deux salles modernes de réunion, une coopérative des éleveurs, une usine à café sont les grandes réalisations qui seront présentées ce jour, dans différentes communes de cette province.

Aucun entraînement n'est entrain d'être opéré sur le sol congolais

Mardi 29 juillet 2014, le 1^{er} Vice-président de la République Prosper Bazombanza a reçu en audience l'Ambassadeur de la DRC au Burundi, Salomon Banamuhere où le vif de leur entretien était axé sur la sécurité sur la frontière entre les

deux pays. L'Ambassadeur Salomon Banamuhere a déclaré qu'aucun entraînement n'est entrain d'être opéré sur le sol congolais. Selon l'Ambassadeur, pour ceux qui ont des doutes, ils peuvent aller se rendre compte de la

réalité. Dans cette audience, il s'agissait aussi de la question de déficit énergétique, ainsi que les préparatifs des élections prochaines dans les deux pays voisins.

Le président du CNDD/FFD exhorte les jeunes militants à couper court avec les patrouilles nocturnes en province Kirundo

Le président du parti Conseil national de défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD/FDD, au pouvoir), M. Pascal Nyabenda a recommandé samedi dernier à Busoni, en province Kirundo (nord), aux jeunes Imbonerakure, jeunes militants affiliés à ladite formation politique, de ne plus se mêler des activités de patrouilles nocturnes, réservées à la police, a-t-on appris sur place. « Votre rôle, comme celui des autres citoyens se limite à la dénonciation des faits négatifs de nature à perturber la sécurité », a-t-il expliqué. Ce rappel à l'ordre a été lancé après que des protestations émanant des partis de l'opposition aient fusé de partout pour condamner les agissements de

ces jeunes militants du parti au pouvoir. M. Nyabenda a en outre exhorté les militants du CNDD/FDD qui ne possèdent pas de carte nationale d'identité (CNI) à s'en procurer afin de pouvoir prendre l'inscription au rôle électoral qui débutera le 22 septembre prochain, selon le calendrier électoral annoncé par la Commission électorale nationale indépendante (CNI). A la même occasion, le président du CNDD/FDD a instruit les administrateurs communaux de faciliter l'octroi de la CNI aux demandeurs, en respectant scrupuleusement le prix de 500 FBu. « Vous ne devez plus conditionner l'octroi de la CNI au paiement des frais de participation aux travaux de développement communautaires, dont vous aviez

l'habitude de demander aux usagers des services administratifs », a-t-il martelé. Pour lui encore, le service de la CNI doit être décentralisé jusqu'à l'échelon de la zone, afin de faciliter la tâche aux demandeurs de cette pièce. Revenant sur les querelles intestines qui minent certaines formations politiques, M. Nyabenda a demandé à tous les protagonistes qui se disputent le leadership à se mettre autour de la table de négociations pour se réconcilier définitivement et réunifier leurs partis avant le grand rendez-vous de 2015. Le président du CNDD/FDD a par la suite accueilli de nouveaux adhérents, a-t-on constaté sur place.

Les responsables des musulmans lancent un appel pour la paix

A l'occasion de la fête du Ramadhan, les musulmans de Bujumbura se sont rencontrés dans deux endroits : à Nyakabiga et à l'ETALIBU en commune urbaine de Buyenzi. En commune urbaine de Nyakabiga les cérémonies étaient coordonnées par le président de la COMIBU Cheik Kajandi. A Buyenzi on notait la présence de l'Ombudsman Mohamed Rukara, le ministre des Finances Tabu Abdallah Manirakiza, et l'Ambassadeur d'Egypte au Burundi. Au nom du gouverne-

ment du Burundi, le ministre des Finances a invité les musulmans à tirer les leçons du mois de jeun, pour qu'ils inspirent les autres Burundais à regarder dans la même direction, en vue de renforcer le climat de paix, de réconciliation et d'unité. Le président de la Comibu s'est exprimé dans le même sens en invitant les musulmans à afficher un bon comportement avant et pendant les élections de 2015.

UPRONA : Les Etats Généraux mettent en place les organes dirigeants

Lors des Etats Généraux du parti UPRONA organisé par Madame Concilie Nibigira, Présidente du parti UPRONA reconnue par le Ministre de l'Intérieur, une direction appelée « collégiale » a été mis en place. Ces élues auront pour mission d'aider le parti dans la préparation des prochaines élections de 2015.

A l'issue de ces Etats généraux, le secrétaire général du parti Gaston Sindimwo a indiqué que les statuts avaient été amendés pour faire face à la situation de crise. Il a ensuite annoncé qu'un bureau politique composé de 81 membres a été constitué, à raison de 4 ou

5 membres par province. Une direction appelée « collégiale » a été aussi mis en place. Il est formé de 5 membres à savoir : Concilie Nibigira, Gaston Sindimwo, André Ndayizamba, Jean Claude Banyiyezako et Michel Ntigacika.

Ces derniers ont pour mission d'aider le parti UPRONA à se doter de nouveaux dirigeants issus du Congrès extraordinaire et cela sur une période de 18 mois. Ils vont également aider le parti UPRONA à se préparer pour les élections de 2015.

Domitien NDAYIZEYE se dit victime de son implication dans la réunification du FRODEBU

L'ancien Président de la République, Domitien Ndayizeye indique que la décision prise de le suspendre comme membre du parti SAHWANYA FRODEBU n'a été motivée que par sa position par rapport à la réunification de son parti actuellement divisé en deux parties

Le Comité Exécutif National du Parti SWAHWANYA FRODEBU dans sa réunion ordinaire du 25 juillet 2014 a décidé de suspendre du parti, l'ancien président de la République, Domitien Ndayizeye. Il serait accusé d'entamer une campagne de déstabilisation du Parti par la convocation des réunions clandestines du parti.

Lors d'une conférence de presse animée ce mardi 30 juillet 2014, l'ancien Chef de l'Etat burundais, Domitien Ndayizeye a fait savoir que cette décision serait motivée par sa position par rapport à la réunification du parti SAHWANYA FRODEBU actuellement divisé en

deux parties, d'un côté dirigé par Léonce Ngendakumana et le parti FRODEBU NYAKURI dirigé par Jean Minani. Ce processus serait avancé mais ne plaisait à certaines responsables du parti SAHWANYA FRODEBU.

Accusé de tenir des réunions clandestines, Domitien Ndayizeye dément ces allégations et indique que ce n'est pas lui qui organise des réunions mais que les membres du parti FRODEBU qui ne sont pas informés sur le processus de réunification viennent lui demander des éclaircissements. A l'issue de ces entretiens, les autorités du parti SAHWANYA FRODEBU l'ont accusé de tenir des réunions clandestines. Il y a aucun intérêt de disloquer le parti dit de Melchior Ndadaye, lequel a conduit le pays à la démocratie, fait remarquer Domitien Ndayizeye.

Pas de milices burundaises en formation en RDC

Après la pétition appelant à des enquêtes sur une formation militaire des Imbonerakure en RDC, le ministre en charge des Médias et porte-parole du gouvernement congolais a formellement démenti la nouvelle.

Pour le ministre Lambert Mende, l'information en question « est un gros mensonge. On a voulu instrumentaliser la RDC dans un débat burundo-burundais, et nous voulons mettre en garde ceux qui se livrent à ce petit jeu. » Le ministre

congolais a rappelé que son gouvernement est « dédié au retour de la paix dans toute la région des Grands-Lacs », et que « ce n'est pas la RDC qui va s'amuser aujourd'hui à mettre de l'huile sur le feu au Burundi en acceptant que des milices, de quelque côté qu'ils se trouvent, puissent venir être formés sur son sol. » Le gouvernement congolais, qui avait reçu la pétition lancée par la société civile burundaise via son ambassade au Burundi, a fait savoir qu'il est

« déçu par certaines sources burundaises qui font courir ce bruit. » Ces propos tenus sur la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC), il y a une semaine, surviennent alors que les présidents congolais et burundais vont fouler le même tapis à Washington, lors du sommet Afrique-USA convoqué par Barack Obama, les 5 et 6 août prochains.

La CNTB satisfaite du travail accompli durant les six mois écoulés

Le président de la Commission nationale des Terres et autres Biens, (CNTB), Mgr Sérapion Bambonanire, a indiqué au cours d'une conférence de presse tenue mercredi que 1377 dossiers ont été clôturés au cours du premier semestre et qu'au cours de la même période 1022 nouvelles plaintes ont été introduites et enregistrées. Mgr Bambonanire se réjouit qu'actuellement beaucoup d'occupants secondaires de biens spoliés commencent à comprendre que le sinistré soit rétabli dans ces droits et restituent sans aucune condition les propriétés acquises ou accaparées. Il a dit que les Burundais changent petit à petit de mentalités suite aux séances d'éducation de la population par les agents de la CNTB. Selon lui, la restitution des biens et des propriétés à tous ceux qui en ont été privé est un principe sacré par Dieu et par les lois nationales et conventions internationales relatives aux droits de l'homme, et les rapports de la 56^{ème} session de la

Commission des droits de l'homme des Nations Unies qui a déclaré que « Tous les réfugiés et personnes déplacées ont, après leur retour dans leur foyer d'origine, le droit que leur soient restitués les biens dont ils avaient été privés au cours du conflit et d'être indemnisés de manière adéquate pour tout bien qui ne peut être restitué ». Le président de la CNTB a par ailleurs fait savoir que plusieurs hectares spoliés à l'Etat viennent d'être remis et a demandé à l'administration de prendre possession de ses terres et de les utiliser dans l'intérêt général. Des dossiers que d'aucuns croyaient « intouchables » comme à Kivoga, Gifurwe (400 ha), Nyakagunda (1507 ha), Musenyi (201 ha) viennent d'être tranchés par la CNTB, a-t-il dit. Il a par ailleurs fait savoir que même dans la capitale Bujumbura, la CNTB va bientôt trancher des dossiers en rapport avec des maisons spoliées au cours de différents conflits qu'a connus le pays depuis l'indépen-

dance jusqu'à la signature des Accords de paix notamment en commune Rohero et ailleurs. Il a indiqué que cette commission reçoit également, selon Mgr Bambonanire, des plaintes des étrangers spoliés de leurs biens. Des dossiers de Pakistanais, de Congolais et Rwandais, des Grecs et de Belges sont sur la table de cette commission. Il a par ailleurs fait savoir que la commission reçoit les avocats qui veulent défendre leurs clients dans des conflits qui opposent des parties. Les avocats, a-t-il dit, peuvent plaider à la CNTB, avec une procuration donnée par la partie qu'ils représentent mais sans toga car, la CNTB n'est pas une juridiction. Elle travaille dans le souci de réconcilier les gens à base de la vérité soulevée par les parties en conflit. Mgr Bambonanire a en outre fait savoir que la commission se saisit des cas de spoliations de terres et des biens datant de l'Indépendance jusqu'à la date de signature des Accords de paix par le dernier mouvement rebelle, le FNL (Front national de libération) en juin 2006.

Discours de S.E le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale à l'occasion de la descente à Teza dans le cadre des activités de la semaine de la Diaspora, Bugarama, le 31 juillet 2014

**Excellences mesdames/
messieurs les Ambassadeurs,
Madame le Gouverneur de la
Province de Muramvya,
Mesdames/Messieurs les hauts
cadres de l'Etat,
Chers compatriotes de la diaspora,
Distingués invités,
Mesdames/Messieurs,**

Nous voilà presque au terme des activités de la semaine dédiée aux Burundais de l'étranger par le Gouvernement à travers le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale.

C'est un moment de grande satisfaction quand nous savons que plus de 180 membres de la Diaspora ont répondu à notre invitation à faire le déplacement de Bujumbura pour se retrouver, discuter, échanger, contribuer et partager les idées, les expériences et les stratégies permettant de faire de la diaspora burundaise le cheval de bataille de l'investissement avisé, de la culture de l'innovation et du transfert des connaissances vers la mère patrie.

**Chers compatriotes de la diaspora,
Distingués invités,
Mesdames/Messieurs**

Permettez-nous de signaler d'emblée que nous ne sommes pas ici pour clôturer la semaine de la Diaspora. Comme nous l'avions annoncé lors de notre discours de bienvenue, nous nous retrouvons ici pour découvrir certaines merveilles de notre très beau pays. Oui, le Burundi est une perle. Hélas, et nos ancêtres ont mille fois raison : « *Uwambaye ikirezi nta-menya ko cera* » !

Nous sommes au moins convaincus que la visite que vous venez d'effectuer dans la réserve naturelle de la Kibira et la verdure aussi bien nourri-

ère qu'extraordinaire des plantations de thé, vous ont laissés une image et des souvenirs merveilleux. C'est aussi la meilleure preuve que le pays est bel et bien en paix car, il faut le souligner, cette réserve naturelle avait gagné la mauvaise réputation d'être le fief des assaillants.

Nous nous exhortons encore une fois à vous rendre le cœur tranquille vers vos collines de naissance ou ceux de vos parents ou ancêtres pour partager les réjouissances de la fête nationale dédiée à la commune. Nous n'avons aucun doute que ces expériences vont vous fortifier dans votre détermination à concevoir, développer et porter haut et loin les projets de développement ou d'investissement dans la mère patrie.

**Chers compatriotes de la diaspora,
Distingués invités,
Mesdames/Messieurs**

La semaine dédiée aux Burundais de l'étranger a été une grande réussite pour le Gouvernement, nos partenaires et surtout pour vous tous qui avez bien voulu y participer. Elle a servi d'occasion inédite d'exposer à l'intention des Burundais de l'étranger, les attentes de toute une nation envers ses fils et filles vivant généralement dans les pays plus développés que le Burundi. A travers l'orientation politique donnée par Son Excellence le Premier Vice-Président de la République, à travers les exposés de l'Agence de Promotion des Investissements, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère à la Présidence de la République chargé des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi, de l'Office National du Tourisme, de la Société Immobilière Publique, du Fonds de Promotion de

l'Habitat Urbain, de la Régie Nationale des Postes, de la Banque KCB et de l'Organisation Mondiale des Migrations, il a été sans équivoque que le Gouvernement et ses Partenaires se présentent devant la Diaspora comme un Prétendant sérieux devant une belle et intelligente fille ! La semaine dédiée à la Diaspora a eu donc ce succès de transformer de simples retrouvailles en fiançailles prometteuses !

A travers les actions, les initiatives et les projets des Burundais de l'étranger, il a été démontré que même si physiquement vous vivez dans plusieurs pays et loin de la terre natale, votre cœur n'a jamais quitté le Burundi. Ce qui préoccupe vos parents, frères et sœurs vivant sur les mille et une collines, vous empêche de dormir. C'est ainsi que vous avez développé des projets pour développer des coopératives, apporter des médicaments de lutte contre la malaria, construire des centres de santé et des écoles, appuyer les agriculteurs et les éleveurs et surtout bannir le gaspillage des sommes considérables dans les frais de transfert des fonds vers la mère patrie.

Nous sommes donc heureux de savoir que la fiancée a été séduite et qu'elle se montre indulgente devant quelques défauts du Prétendant. Il n'aurait pas pu en être autrement car nous nous sommes retrouvés pour mettre en valeur notre amour pour la nation et tout ce qui peut contribuer à améliorer sinon transformer les conditions de vie, les approches et méthodes de travail du Gouvernement, ses Partenaires et des opérateurs économiques.

**Chers compatriotes de la diaspora,
Distingués invités,
Mesdames/Messieurs**

Nous aimerions vous dire, du fond

du cœur, un grand merci. Merci d'avoir compris que les temps où les régimes de Bujumbura traquaient les membres de la Diaspora sont révolus. Merci de n'avoir pas cédé aux sirènes de mauvais augures qui ont tenté d'organiser le sabotage de cet événement en mentant délibérément sur les organisateurs et le but voulu. Merci de vous être exprimés en toute liberté et avec intelligence sur des actions à mener dans l'avenir pour que les semaines dédiées annuellement aux Burundais de l'étranger ne soient pas de grand-messes aux résultats mitigés.

Nous promettons solennellement qu'un suivi méticuleux sera organisé afin que les recommandations et les conclusions de ces premières assises de Bujumbura débouchent sur des actions, des projets et des réformes qui permettent de mettre en relief l'apport et le rôle des Burundais de l'étranger dans la promotion de l'investissement et la reconstruction tous azimuts.

Nous aimerions exprimer notre gratitude à tous ceux qui ont appuyé d'une manière ou d'une autre l'organisation de cet événement. Nous pensons premièrement à l'Organisation Mondiale des Migrations. Nous pensons ensuite à la Banque Africaine de Développement. Nous pensons à la banque KCB, à la banque BANCO-BU, à la Régie Nationale des Postes et à certains burundais anciens de la Diaspora. Nous remercions tous les partenaires qui ont fait des présentations, qui ont bien voulu installer et animer des stands. Nous remercions madame le Gouverneur de Muramvya ici présente, la direction de l'INCEN, l'Office du Thé du Burundi. Nous remercions le Directeur Général de l'OTRACO pour le sponsor qui a facilité

cette excursion.

Nous remercions les membres de la Commission ad hoc et tous les cadres de notre Ministère pour le dévouement et le sens des responsabilités dont ils ont fait montre dans la préparation et l'organisation de cette édition 2014 de la semaine de la Diaspora.

Nous réitérons notre gratitude envers l'Organisation Internationale des Migrations pour l'appui financier et technique qu'elle vient de nous accorder afin de préparer le document de politique nationale de la diaspora. Nous allons au cours du mois prochain organiser un atelier afin d'avoir un cadre légal qui favorise cette collaboration entre le Gouvernement et la Diaspora.

Chers compatriotes de la diaspora,

Distingués invités,

Mesdames/Messieurs

A côté des recommandations que vous avez formulées, qu'il nous soit permis de vous donner un devoir à domicile. En tant qu'ancien enseignant, cette habitude nous colle encore à la peau !

Au début de notre discours, nous avons dit « *Uwambaye ikirezi ntamenya ko cera* ». Nous vous demandons d'être des ambassadeurs consciencieux et jaloux de la paix et de la sécurité qui règnent sur tout le territoire et des promoteurs des atouts touristiques et des opportunités d'investissements.

Il y a certes des défis énormes à relever mais avec la paix, nous pouvons avancer vers le progrès. Soyez jaloux et en colère quand les étrangers de mauvaise foi ou vos compatriotes nostalgiques des privilèges d'antan salissent, à travers des communiqués

ou rapports malveillants et tendancieux, votre mère patrie. Soyez proactifs et aidez-nous à démentir, apporter les preuves que le Burundi n'est pas comme ces rapports veulent le présenter. Ne baissez jamais la garde et secouez-nous quand vous constatez que nous péchons par négligence, orgueil ou ignorance devant des enjeux importants au niveau national et international. Cela est valable pour nos ambassades et consulats à travers le monde.

Allez vers vos compatriotes qui n'ont pas pu venir et dites-leur qu'ils sont les bienvenus aux prochaines assises de la semaine de la diaspora en juillet prochain. Dites-leur que le Burundi a profondément changé et que c'est prétendant qui ne mérite plus d'être éconduit. Faites-nous savoir que les Burundais de la Diaspora allez sortir de l'ornière des querelles grotesques de préséance de telle ou telle autre association. Dites-leur que l'heure est à l'investissement avisé et non aux chicanes et encore moins aux paroles creuses.

C'est sur ce devoir à domicile que je vous convie aller vers vos parents, frères et sœurs dans vos communes respectives afin de savourer ensemble les dividendes de la paix et d'apporter cette preuve que le pays renaît de ses tragédies lorsque les exilés peuvent rentrer librement et investir.

Que vive la diaspora burundaise engagée au service de la mère patrie!

Que vive la coopération internationale.

Que Dieu vous bénisse.